



FILLES, PAS EPOUSES

Le Partenariat Mondial pour
la Fin du Mariage des Enfants

UNE DÉCENNIE DE PROGRÈS

**DIX ANS DE FILLES, PAS EPOUSES ET DU PARTENARIAT MONDIAL POUR LA
FIN DU MARIAGE DES ENFANTS**



UNE DÉCENNIE DE PROGRÈS

Dix ans de *Filles, Pas Epouses* et du partenariat mondial pour la fin du mariage des enfants

www.GirlsNotBrides.org

IMAGE DE COUVERTURE : des filles participent au programme « Let Girls Lead » de l'organisation Rise Up à Chimaltenango, au Guatemala. Photo : *Filles, Pas Epouses*/ James Rodríguez/Arete

TABLE DES MATIÈRES

Synthèse générale	4
Avant-propos	6
1. Des progrès sont possibles	9
1.1 Diminution de la prévalence du mariage des enfants	10
1.2 Un partenariat mondial en pleine croissance	11
1.3 Les gouvernements passent à l'action	12
Susciter de nouveaux engagements internationaux et régionaux	13
Intensifier l'action nationale à l'égard du mariage des enfants	17
Accroître le financement à l'égard du mariage des enfants	19
1.4 Consensus croissant sur ce qui doit être fait	20
2. Tirer des leçons du passé pour tracer une voie vers l'avenir	22
2.1 Réaliser l'égalité des genres	23
2.2 Promouvoir les droits et la capacité d'agir des filles	24
2.3 Mobiliser les familles et les communautés	26
Collaborer avec les garçons et les hommes	26
Collaborer avec les leaders religieux et traditionnels	27
2.4 Fournir des services	28
Éducation	28
Santé et droits sexuels et reproductifs	28
Contextes humanitaires	30
2.5 Élaborer et appliquer des lois et des politiques	31
3. Opérer des changements	33
Placer les filles au centre des actions	34
Transformer les normes sociales et opérer des changements structureaux	34
Viser des changements à grande échelle	35
Aider les mouvements de la société civile à provoquer des changements	36
Références	37

SYNTHÈSE GÉNÉRALE

Au cours de la dernière décennie, des millions de filles ont bénéficié d'une liberté accrue, de meilleures perspectives d'avenir et d'une plus grande capacité à décider de la conduite de leur vie. Ces changements ont été progressifs et se sont accélérés à mesure que *Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants*^a a gagné en importance, en expérience et en influence.

À l'occasion de notre dixième anniversaire, nous dressons le bilan des progrès accomplis, des connaissances acquises et des mesures à prendre pour tirer le meilleur parti de notre énergie collective et accélérer les changements au cours de la prochaine décennie. Voici six raisons de se rallier à notre objectif :

1 Des progrès significatifs à grande échelle sont possibles

À l'échelle mondiale, le taux de mariages d'enfants, ou taux de prévalence^b, a diminué d'environ 15 pour cent depuis 2010.¹ Cela signifie que 25 millions de filles ont évité le mariage au cours de la dernière décennie. Les progrès sont toutefois inégaux et, sans une accélération des changements, 100 millions de filles supplémentaires se marieront pendant l'enfance d'ici 2030² – une prévision qui exclut l'impact de la pandémie de COVID-19. Nous allons utiliser les preuves que nous avons accumulées pour galvaniser le Partenariat et poursuivre notre marche vers l'avant.

2 Notre Partenariat est plus fort que jamais

En 10 ans seulement, notre Partenariat est passé de 50 à plus de 1 500 organisations membres autour du globe. Ces diverses organisations ont mis en commun leur expérience et mis à profit [le pouvoir de l'action collective](#) pour provoquer des changements.

3 Des leaders du monde entier passent à l'action

Lorsque *Filles, Pas Epouses* a été fondée en 2011, le mariage des enfants ne constituait pas une priorité politique. Aujourd'hui, des leaders du monde entier se sont engagés à agir pour la fin du mariage des enfants et l'égalité des genres. Les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* ont contribué à exiger ces engagements et leur réalisation auprès de leurs gouvernements. Un plus grand nombre de pays donateurs et de fondations privées ont exprimé leur appui et *Filles, Pas Epouses* continue de collaborer avec ces institutions en vue de diversifier le financement et de combler les lacunes.

4 Nous avons dégagé un consensus sur les moyens de mettre fin au mariage des enfants

Nous avons renforcé notre compréhension des causes du mariage des enfants, de ses conséquences et des moyens d'y mettre fin. Cela renforce notre position pour plaider en faveur du financement et du soutien des stratégies qui contribueront le plus efficacement à prévenir le mariage des enfants, à soutenir les filles déjà mariées et à réaliser l'égalité des genres. Notre [théorie du changement](#) fait état des approches nécessaires et du rôle que tout le monde doit jouer à cet égard.

5 Nous avons validé et renforcé notre approche

Nous avons testé notre théorie du changement et mis à profit l'expérience de nos organisations membres pour tirer encore plus d'enseignements sur les actions qui contribuent à mettre fin au mariage des enfants. Nous avons gagné en audace et adopté une approche promouvant l'égalité des genres qui démantèle les structures discriminatoires, propices au mariage des enfants. Nous avons amené des familles et des communautés (y compris les garçons, les hommes et les leaders traditionnels et religieux) à appuyer ce changement et à apprécier ses bienfaits dans leur propre vie. Nous avons approfondi notre compréhension des moyens de fournir des services répondant en priorité aux besoins des filles et leur permettant de réaliser leur plein potentiel, et ce même dans les contextes humanitaires. Enfin, nous nous sommes appuyé-e-s sur des changements juridiques préliminaires pour exiger des politiques et des programmes nationaux holistiques et bien financés en faveur de la fin du mariage des enfants et de l'égalité des genres.

6 Nous savons ce qu'il reste à faire

Cette dernière décennie a été une période pleine de réussites, non seulement pour le Partenariat mondial, mais également pour notre mouvement dans son ensemble. Cependant, notre travail est loin d'être terminé : 12 millions de filles continuent d'être mariées chaque année³, et la pandémie de COVID-19 menace d'accroître ce nombre.

Pour veiller à l'efficacité du mouvement et faire de cette génération la dernière à marier ses filles, nous devons améliorer et accroître le financement, la volonté politique et les actions collectives qui contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Nous devons centrer les actions sur les filles, transformer les normes sociales, élargir notre portée et aider les mouvements de la société civile à devenir le moteur des changements à tous les niveaux.

» **La voie vers la fin du mariage des enfants est longue. Toutefois, cette dernière décennie démontre que nous avons l'expérience, les connaissances et les relations nécessaires pour poursuivre notre marche vers l'avant jusqu'au jour où, enfin, chaque fille sera libre de réaliser son plein potentiel dans chaque aspect de sa vie.** «

^a Le partenariat mondial de *Filles, Pas Epouses* s'est engagé à mettre fin aux mariages et unions d'enfants, précoces et forcés, qu'ils soient officiels ou non. Dans le présent rapport, le terme « mariage des enfants » englobe toutes ces formes d'unions.

^b La « prévalence » est l'indicateur standard utilisé pour mesurer la proportion de mariages d'enfants. Elle correspond au pourcentage de femmes de 20 à 24 ans, mariées ou ayant vécu maritalement avant l'âge de 18 ans.



AVANT-PROPOS



Lorsque j'ai entrepris d'écrire cet avant-propos, je me suis demandé : « Qu'est-ce que le progrès ? » Notre monde est si diversifié et le problème du mariage des enfants si complexe. Comment résumer une décennie de réalisations en un seul rapport ? Le progrès peut-il s'incarner dans une donnée, une statistique, un enseignement ? Comment mesurer le travail de notre Partenariat mondial, de notre mouvement et de tous les gouvernements, leaders, ami-e-s et allié-e-s qui se sont joint-e-s à nous pour faire en sorte que les filles soient libres de choisir si, quand et avec qui elles souhaitent se marier ?

J'en suis arrivée à certaines réflexions : le progrès réside peut-être dans le nombre de lois qui imposent maintenant un âge minimum pour le mariage, ou dans les politiques nationales qui ont été financées et mises en œuvre. Ou peut-être se mesure-t-il par la diminution des taux de mariages d'enfants et l'augmentation du nombre de filles qui terminent leurs études secondaires.

Si chacun de ces chiffres démontre que nous nous rapprochons d'un monde sans mariages d'enfants, je sais toutefois pertinemment que les chiffres ne racontent jamais toute l'histoire.

Aussi, je me suis dit que le progrès, c'est Asha, une jeune fille qui a quitté un violent mariage précoce et est retournée à l'école. Elle rêve maintenant de s'engager dans les forces armées.

Le progrès, c'est Rodrigo, qui veille à ce que les hommes et les garçons de sa communauté fassent partie de la solution.

Le progrès, c'est Sumita, que j'ai rencontrée en Inde et qui étudie pour devenir enseignante. Elle m'a raconté avoir fui son mari à l'âge de 12 ans parce qu'elle croyait être née pour mieux que cela.

Le progrès, c'est Amira, mariée à l'âge de 13 ans, rapidement devenue mère et dont la fille va à l'école dans un camp de réfugiés, qui rêve de devenir infirmière.

L'histoire de notre progrès réside dans chacune des filles qui rêvent de devenir astronaute, pilote, PDG, médecin. Dans chaque femme qui fonde la famille de son choix, et non celle qu'on lui a imposée. Le progrès, ce sont les rêves de toutes ces filles dont nous ignorons le nom, mais dans l'avenir desquelles nous continuons de croire.

Le présent rapport porte sur les progrès que nous – *Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants* – avons réalisés et sur ce qu'il reste à accomplir, plus rapidement. C'est une histoire que nous racontons souvent à l'aide de chiffres, par exemple : plus de 1 500 organisations unies pour mettre fin du mariage des enfants, ou 25 millions de mariages d'enfants évités au cours des 10 dernières années⁴. Ces chiffres comptent, mais ils ne racontent pas toute l'histoire.

Les filles sont l'histoire. Aussi, nos progrès doivent être mesurés par les changements dans leurs vies. Dans dix ans, j'espère que beaucoup plus de filles nous parleront du mariage des enfants comme une chose du passé, évoquant comment il était normal de se faire dicter quoi dire, quoi faire ou même à quoi rêver. Vous conviendrez avec moi que réaliser l'égalité entre les deux moitiés de l'Humanité n'est pas un projet si radical ?

Dr. Faith Mwangi-Powell, directrice générale

SUR LA PHOTO : des filles participent à un atelier dans un club de filles dirigé par BRAC à Tongi, au Bangladesh. Photo : Filles, Pas Epouses/ Abdullah al Kafi

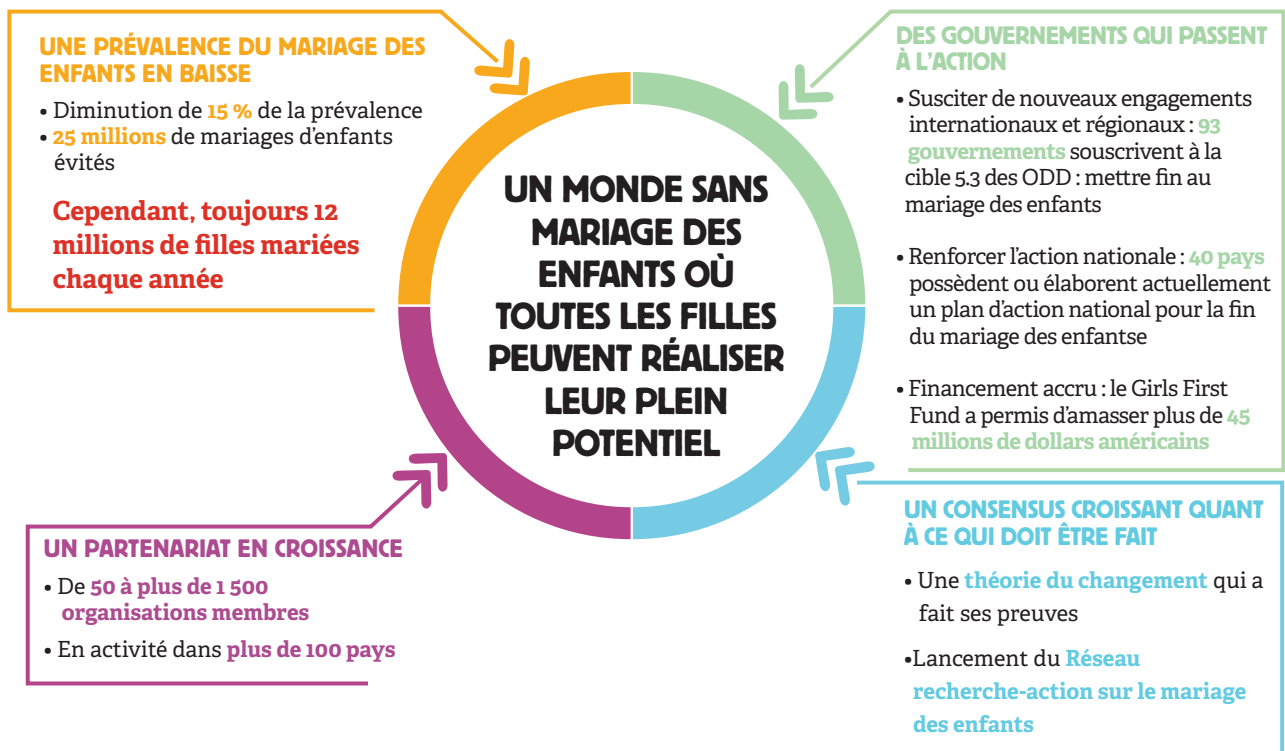


1. DES PROGRÈS SONT POSSIBLES

Au cours de la dernière décennie, des millions de filles ont bénéficié d'une liberté accrue, de meilleures perspectives d'avenir et d'une plus grande capacité à décider de leur vie et de sa trajectoire. Ce résultat est dû en grande partie au travail et à la détermination d'une société civile unie par le même rêve d'un monde sans mariages d'enfants, un monde où les filles et les femmes jouissent du même statut que les garçons et les hommes et où elles peuvent réaliser leur plein potentiel.

Les changements ont été progressifs et se sont accélérés à mesure que notre Partenariat a gagné en importance, en expérience et en influence. Dans la présente section, nous évaluons les progrès accomplis, la distance qui reste à parcourir et les outils que nous possédons déjà pour tirer parti de notre énergie collective et accélérer les changements au cours de la prochaine décennie.

Figure 1 : progrès vers un monde sans mariage des enfants

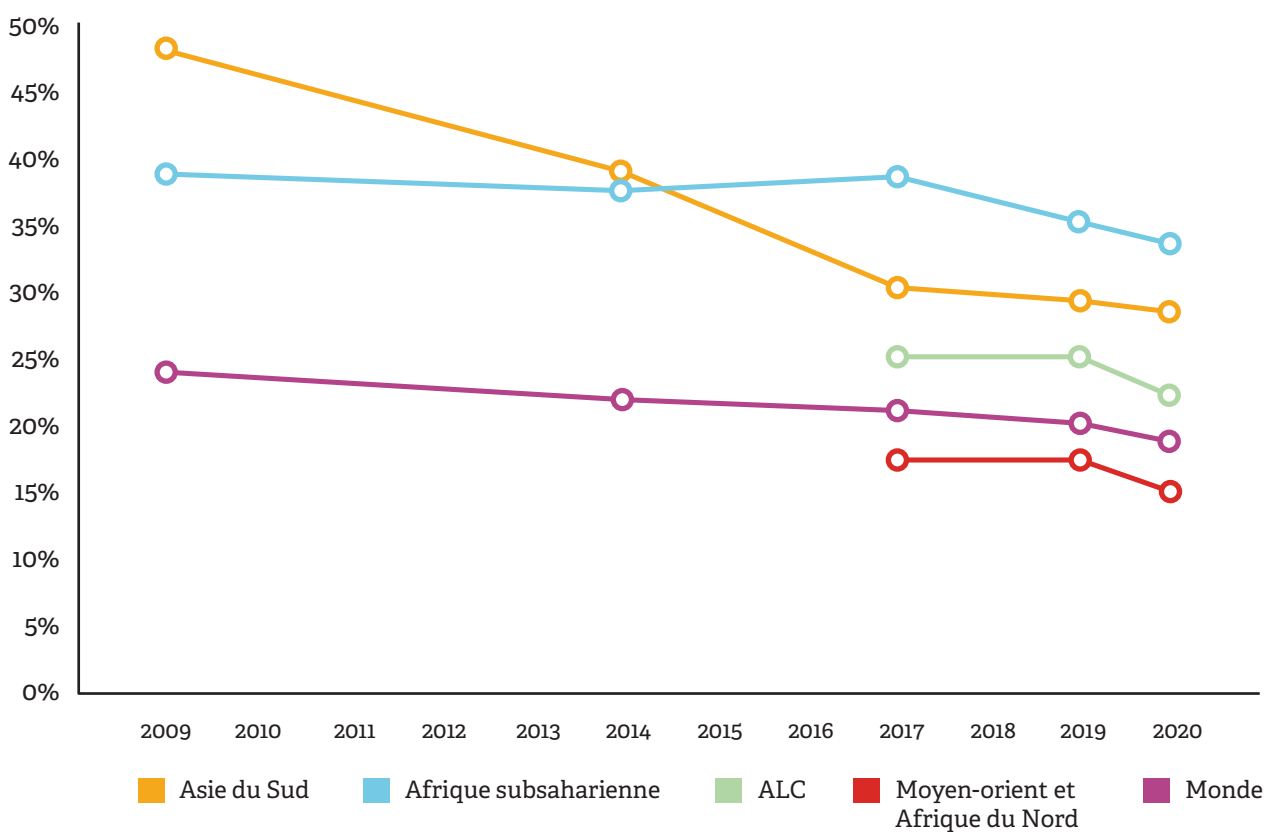


1.1 DIMINUTION DE LA PRÉVALENCE DU MARIAGE DES ENFANTS

Chaque fille qui ne se marie pas pendant l'enfance est plus susceptible de terminer ses études, de rester en bonne santé et de vivre à l'abri de la violence et de la pauvreté tout au long de sa vie. Selon l'UNICEF, 25 millions de mariages d'enfants ont été évités au cours de la dernière décennie en raison du déclin de la prévalence du mariage des enfants dans le monde⁵. Voilà 25 millions de raisons de célébrer les réussites et de galvaniser notre Partenariat pour une autre décennie d'action.

À l'échelle mondiale, la proportion de filles mariées pendant l'enfance a diminué de 15 pour cent au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui, moins d'une fille sur cinq se marie avant l'âge de 18 ans, contre environ une fille sur quatre en 2010⁶.

Figure 2: Pourcentage de femmes de 20 à 24 ans mariées ou ayant vécu maritalement avant l'âge de 18 ans, par région



Le changement le plus marqué a eu lieu en Asie du Sud, où moins de trois filles sur dix sont mariées avant l'âge de 18 ans⁷, comparativement à la moitié de toutes les filles dix ans plus tôt⁸. À l'échelle nationale, l'Inde et l'Éthiopie se distinguent par leur réduction du nombre de mariages d'enfants. Le taux de prévalence en Inde, à savoir le pourcentage de filles mariées avant l'âge de 18 ans, est passé de 47 à 27 pour cent entre 2007 et 2017⁹. Ce taux a diminué d'un tiers en Éthiopie pendant la même période : il est passé de 59 à 30 pour cent¹⁰.

Ces chiffres démontrent que des changements mesurables et à grande échelle sont possibles et déjà en cours. Toutefois, les progrès ont été inégaux entre les régions, les nations et les communautés et au sein de celles-ci. Les filles les plus marginalisées (les filles pauvres qui vivent en région rurale ou dans un contexte humanitaire) sont souvent les plus vulnérables au mariage des enfants¹¹.

La prévalence du mariage des enfants est restée pratiquement la même en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale¹². En raison d'une croissance démographique rapide, le nombre de filles et de jeunes femmes mariées pendant l'enfance augmentera dans certaines régions en dépit d'une diminution du taux de prévalence. Au Mali, où le taux de mariages d'enfants est de 52 pour cent¹³, on prévoit que le nombre d'adolescentes pourrait tripler d'ici 2050, ce qui signifie que le nombre de filles-épouses pourrait connaître la même croissance¹⁴.

La pandémie de COVID-19 a également une incidence sur ces chiffres. Avant la pandémie déjà, les progrès devaient survenir 17 fois plus rapidement pour atteindre la cible des ODD visant à mettre fin au mariage des enfants d'ici 2030¹⁵. La pandémie ayant perturbé les systèmes éducatifs et de santé, les économies et les programmes liés au mariage des enfants, on prévoit que 10 millions de filles supplémentaires seront mariées pendant l'enfance au cours de la prochaine décennie¹⁶.

Mettre fin au mariage des enfants d'ici 2030 ne sera pas chose facile, mais les progrès sont là et nous avons les moyens d'y parvenir.

» LE RESPECT QUI M'EST DÛ : L'HISTOIRE D'ASHA

Asha va à l'école et rêve de s'engager dans les forces armées indiennes. Un jour, elle choisira peut-être d'épouser quelqu'un qui la comprend et la respecte. Mariée à l'âge de 15 ans, un tel avenir semblait inaccessible il y a à peine quelques années. Cependant, Asha a quitté un mari violent et s'est jointe à un groupe d'adolescentes de la Srijan Foundation. Elle est retournée à l'école et ne laisse planer aucun doute quant au respect qui lui est dû.

1.2 UN PARTENARIAT MONDIAL EN PLEINE CROISSANCE

Il y a dix ans, très peu de gens dans le monde avaient connaissance du problème du mariage des enfants. Quelques organisations de la société civile (OSC) déterminées œuvraient à l'égard du problème, mais elles n'avaient guère de possibilités d'apprendre les unes des autres, de partager des ressources ou de collaborer pour accroître leur impact.



En 2011, un certain nombre de ces OSC [se sont associées](#) à des ambassadeurs et ambassadrices mondiales pour la première fois. Acceptant de mettre à profit leur influence collective pour attirer l'attention du monde sur le problème et de fonder un partenariat mondial consacré à mettre fin à l'une des plus grandes violations des droits humains et de l'égalité des genres dans le monde : le mariage des enfants.

En 10 ans seulement, le partenariat mondial [Filles, Pas Epouses](#) est passé de 50 à plus de 1 500 organisations membres, basées dans plus de 100 pays. Ces diverses organisations ont mis en commun leur expérience, leur compréhension unique et leur travail de longue date auprès des filles et des communautés touchées par le mariage des enfants. En bref, elles ont utilisé le [pouvoir de l'action collective](#) pour provoquer des changements. Elles œuvrent auprès des filles, des gouvernements, des organisations internationales, des groupes de jeunes, des leaders religieux et traditionnels, des communautés et des bailleurs de fonds en vue d'établir des consensus et de mettre en œuvre des solutions efficaces contribuant à mettre fin au mariage des enfants et à promouvoir l'égalité des genres dans leur contexte national.



« L'union fait la force. Grâce à notre esprit d'équipe, de partenariat et de solidarité – même avec des fonds limités – nous avons pu mener des activités et avoir un impact. Nous avons fait entendre nos voix et provoqué des changements par-delà les frontières. » *Membre de Filles, Pas Epouses Mozambique*



De nombreuses organisations membres se sont également rassemblées pour former [des coalitions et partenariats nationaux](#). Au sein de ces réseaux, elles ont combiné leurs efforts, leurs savoir-faire et leurs données pour réclamer des changements constitutionnels, élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales, sensibiliser le public, partager des connaissances et mobiliser les communautés, les familles et les filles pour mettre fin au mariage des enfants.

1.3 LES GOUVERNEMENTS PASSENT À L'ACTION

Lorsque *Filles, Pas Epouses* a été fondée en 2011, le mariage des enfants n'était pas une priorité politique. Après une décennie de plaidoyer collectif acharné, des leaders politiques du monde entier se sont engagés à agir pour la fin du mariage des enfants et l'égalité des genres. Ces leaders ont rédigé et ratifié des accords internationaux, adopté des lois, élaboré et financé des plans et des programmes centrés sur l'autonomie et les droits des filles. Les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* ont contribué de façon importante à exiger des comptes des gouvernements quant à la réalisation de ces engagements.

Susciter de nouveaux engagements internationaux et régionaux

Depuis sa création, *Filles, Pas Epouses* a contribué de façon décisive à l'adoption de nouveaux engagements et à l'inclusion du mariage des enfants dans les programmes, les engagements et les mécanismes de suivi à l'échelle mondiale et régionale – et ces efforts ont été couronnés de succès à tous les niveaux.

Grâce à son plaidoyer collectif aux niveaux mondial et national, *Filles, Pas Epouses* a influencé la décision d'inclure la cible 5.3 dans les ODD pour l'après-2015. Ainsi, 193 États dans le monde se sont engagés à mettre fin au mariage des enfants à l'horizon de 2030. *Filles, Pas Epouses* a coordonné et appuyé les recommandations de la société civile concernant une série d'importantes résolutions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), et a appuyé le plaidoyer d'organisations membres auprès de leurs États respectifs. Avant 2013, ces deux organismes de l'ONU n'avaient jamais rédigé de résolution sur le mariage des enfants.

Filles, Pas Epouses a également collaboré avec des organes régionaux et intergouvernementaux comme l'Union africaine (UA), l'Initiative de l'Asie du Sud pour mettre fin à la violence contre les enfants (SAIEVAC), le Commonwealth et l'Organisation internationale de la francophonie, qui ont tous pris des engagements à l'égard du mariage des enfants.

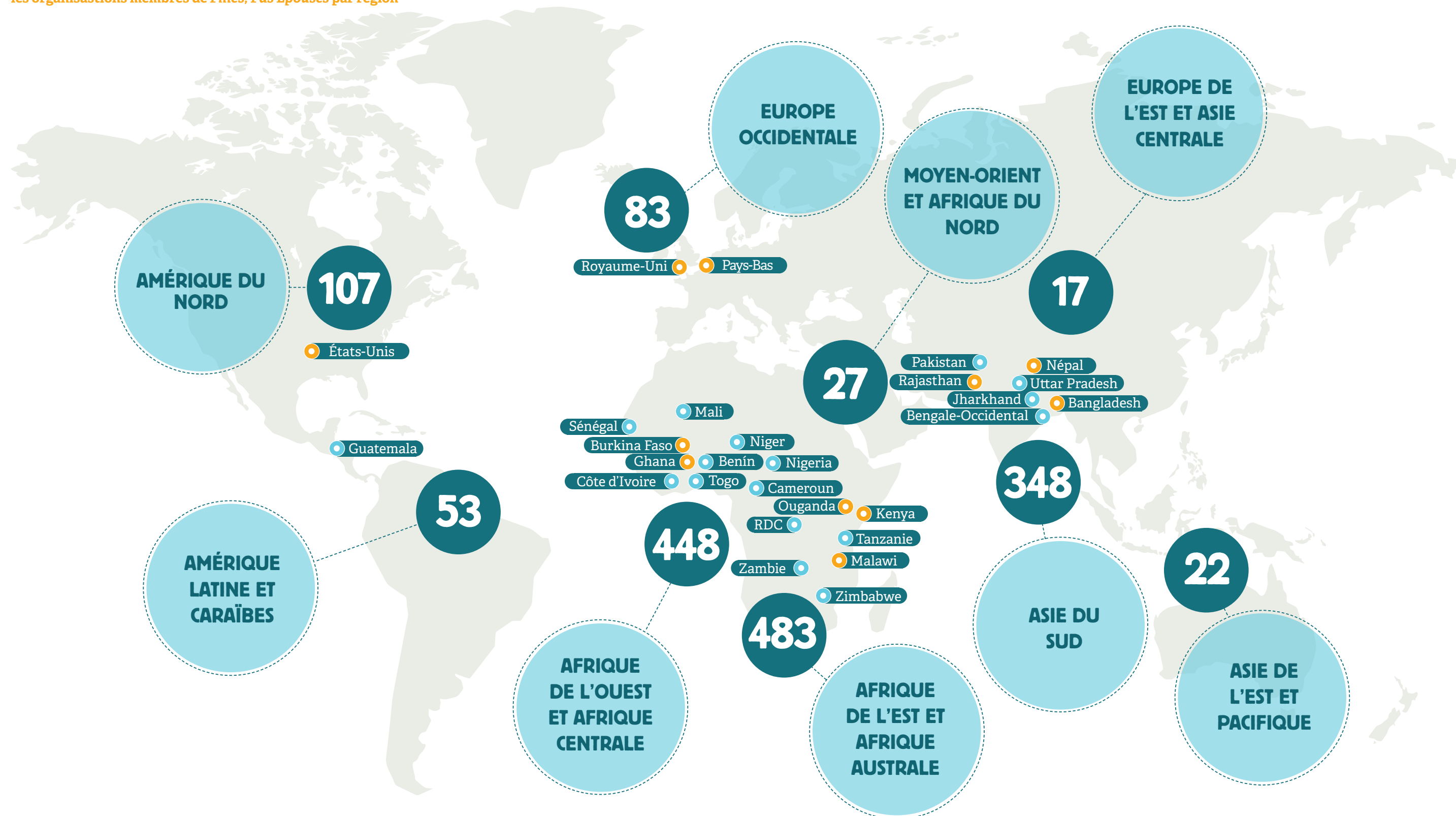
En 2014, 28 États ont appuyé la campagne pour l'élimination du mariage d'enfants en Afrique de l'UA. Depuis, la campagne a élargi sa portée et recentré son action sur les inégalités de genre et de pouvoir qui perpétuent le mariage des enfants. Cette campagne a déjà mené à l'adoption de lois et de stratégies en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest, et *Filles, Pas Epouses* collabore avec l'UA à l'élaboration de nouveaux plans qui devraient être approuvés en 2021. Ces plans s'appuieront sur l'expérience de notre Partenariat dynamique pour veiller à la coordination et à la collaboration intersectorielles entre l'État et les acteurs et actrices non étatiques.

» À LA SUITE DES DÉCISIONS D'UNE COURS JUDICIAIRES RÉGIONALE, LA SIERRA LEONE ET LA TANZANIE ABOLISSENT UNE LOI INTERDISANT AUX FILLES ENCEINTES D'ALLER À L'ÉCOLE

[Equality Now](#), une organisation membre de *Filles, Pas Epouses*, a collaboré avec des organisations de la société civile en Sierra Leone et en Tanzanie pour intenter des poursuites judiciaires à la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, respectivement, pour contester les politiques discriminatoires qui interdisent aux filles enceintes d'aller à l'école. Dans les deux pays, les lois, depuis longtemps visées par des actions de plaidoyer nationales, régionales et mondiales, ont été modifiées.



Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants:
les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* par region



● Partenariats nationaux de *Filles, Pas Epouses*
● Coalitions nationales de la société civile pour la fin du mariage des enfants

En Asie, *Filles, Pas Epouses* a apporté une contribution technique à la SAIEVAC, un organe central de l'Association sud-asiatique de coopération régionale. En 2018, nous avons rédigé une note conceptuelle pour une consultation nationale sur le mariage des enfants en Inde, organisée par la SAIEVAC. Nous avons également appuyé la participation de nos organisations membres à la consultation. En 2020, nous avons participé aux rencontres régionales de nos membres dans l'ouest et l'est de l'Inde et avons fait connaître le point de vue de 2 500 jeunes quant au projet du gouvernement visant à faire passer l'âge minimum légal de mariage des filles de 18 à 21 ans. Ces rencontres virtuelles, qui ont réuni plus de 100 organisations, ont contribué à dégager le consensus suivant : il faut maintenant se concentrer non pas sur l'âge de mariage, mais sur la création de perspectives d'éducation et d'emploi décents pour les filles. Nous poursuivons notre plaidoyer à cet égard.

Au cours des trois dernières années, *Filles, Pas Epouses* a également intensifié son action en Amérique latine et dans les Caraïbes, où les progrès vers la fin du mariage des enfants ont été les plus lents. Nous avons lancé la version espagnole de notre site Web et utilisé des plateformes telles que des conférences mondiales (notamment la 25^e Conférence internationale sur la population et le développement, la Commission de la condition de la femme et Women Deliver) pour mieux faire connaître le problème du mariage des enfants dans la région et appeler à l'action.

SUR LA PHOTO : Lucia, Maria et Eyleen participent au programme « Let Girls Lead » de l'organisation Rise Up à Quetzaltenango, au Guatemala. Photo : *Filles, Pas Epouses*/Arete/James Rodriguez



Depuis, sept États d'Amérique latine et des Caraïbes ont pris des engagements à l'égard du problème. Le mariage des enfants est maintenant reconnu comme une des priorités en matière d'égalité des genres dans la région et la Commission économique de l'Observatoire sur l'égalité des genres pour l'Amérique latine et les Caraïbes a officiellement adopté la cible 5.3 des ODD sur la fin du mariage des enfants.

Intensifier l'action nationale à l'égard du mariage des enfants

Aujourd'hui, plus de 40 pays ont ou sont en train d'élaborer un plan d'action national pour mettre fin au mariage des enfants, et bon nombre ont également pris des mesures pour renforcer leurs lois sur la pratique. Les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* ont joué un rôle déterminant à cet effet, ainsi qu'en faveur d'une mise en œuvre et d'un financement interministériels coordonnés. Selon de nombreux gouvernements, dont ceux du Ghana, du Liban et du Nigeria, la [liste de vérification](#) élaborée par *Filles, Pas Epouses* constitue une importante ressource pour l'analyse des stratégies nationales à l'égard du mariage des enfants.

» LA SOCIÉTÉ CIVILE SURVEILLE LES ENGAGEMENTS DES GOUVERNEMENTS À L'ÉGARD DU MARIAGE DES ENFANTS

Au Guatemala, l'Asociación Pro Bienestar de la Familia de Guatemala ([APROFAM](#)), une organisation membre de *Filles, Pas Epouses*, fait partie des plus de 100 OSC appuyant la [Mira que te miro](#), une plateforme sociale en ligne créée pour surveiller les instances gouvernementales et exiger des comptes quant à leurs engagements envers le Consensus de Montevideo sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Grâce à la plateforme, les OSC peuvent également accéder à des éléments pour soutenir davantage d'investissements dans l'éducation, la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'en faveur d'actions à l'égard du mariage des enfants.

Filles, Pas Epouses a soutenu le plaidoyer d'organisations membres et de coalitions de la société civile en faveur du financement public et de la mise en œuvre des engagements de leurs gouvernements. Depuis notre premier atelier de plaidoyer budgétaire en 2019, nos organisations membres ont formé un groupe de travail sur le plaidoyer budgétaire pour mettre fin au mariage des enfants, créé sept plans d'action de plaidoyer budgétaire, organisé des rencontres avec des ministères et des comités gouvernementaux, partagé des analyses des budgets antérieurs et adressé des recommandations à leurs gouvernements quant aux moyens de financer des rubriques budgétaires clés à l'appui des filles.

» LE PLAIDOYER BUDGÉTAIRE POUR FINANCER LES PRIORITÉS DES ADOLESCENTES

Au Nigeria, le plaidoyer de la Society for the Improvement of Rural People ([SIRP](#)), une organisation membre de *Filles, Pas Epouses*, a donné lieu à l'inclusion de rubriques budgétaires destinées aux adolescentes et à la fin du mariage des enfants dans le budget de 2020 de l'État de l'Enugu. Résultat : le gouvernement a déjà commencé à construire des toilettes adaptées aux besoins des filles dans trois écoles, une initiative importante parce que les filles ont souvent de la difficulté à poursuivre leurs études lorsqu'elles n'ont pas accès à des installations hygiéniques sûres et non mixtes¹⁷. Les filles n'allant pas à l'école étant plus vulnérables au mariage¹⁸.

» **« Le gouvernement a déployé un effort considérable pour améliorer l'environnement d'apprentissage de nos enfants. Félicitations à la SIRP Nigeria pour son travail de plaidoyer auprès du gouvernement en faveur d'un environnement scolaire sain qui permettra de veiller à ce que les filles restent à l'école et ne s'exposent pas au risque de mariage d'enfant et de mariage précoce. »** *Chef Ikeje Asogwa, leader communautaire de l'État de l'Enugu, au Nigeria*



SUR LA PHOTO : séance de création d'affiche lors de la réunion mondiale 2018 de *Filles, Pas Epouses* à Kuala Lumpur, en Malaisie. Photo : *Filles, Pas Epouses*/Graham Crouch

Le soutien de *Filles, Pas Epouses* envers les Partenariats nationaux continue de produire des résultats. En 2020, l'Ouganda a été le pays où nos investissements ont été les plus importants. En Ouganda - où nous avons investi la plupart des fonds en 2020, en soutenant la coordination et les activités de *Filles, Pas Epouses Ouganda* - des parlementaires se sont engagés à plaider en faveur de la stratégie nationale pour la fin du mariage des enfants, la couverture médiatique du problème s'est améliorée et des actions de plaidoyer locales pour la fin du mariage des enfants ont été menées auprès de leaders religieux.

Le nombre de programmes contenant des mesures à l'égard du mariage des enfants a également augmenté considérablement au cours de la dernière décennie, dont les programmes d'ONG internationales, d'organisations communautaires et de bien d'autres. Mentionnons notamment le Programme mondial FNUAP-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants (le Programme mondial), composé de 12 pays. *Filles, Pas Epouses* siège au sein de son groupe consultatif et poursuivra sa contribution dans le cadre de la deuxième phase du programme.

Accroître le financement à l'égard du mariage des enfants

Au cours de la dernière décennie, *Filles, Pas Epouses* a sensibilisé des bailleurs de fonds aux conséquences du mariage des enfants sur la vie des filles, aux façons dont la pratique porte atteinte aux efforts qu'ils soutiennent déjà et aux moyens de contribuer à la solution. À mesure que le Partenariat et le mouvement pour la fin du mariage des enfants ont pris de l'ampleur, plus de pays donateurs et de fondations privées ont déclaré leur soutien et se sont engagés à offrir un financement et à collaborer pour résoudre le problème.

Filles, Pas Epouses est à l'avant-garde d'initiatives visant à générer des fonds pour mettre fin au mariage des enfants. Consciente que les organisations œuvrant au niveau local jouent un rôle essentiel pour mettre fin à la pratique, mais sont souvent sous-financées, *Filles, Pas Epouses* a été un élément moteur du [Girls First Fund](#). Ce fonds multi donateurs a déjà amassé plus de 45 millions de dollars américains à l'appui d'organisations locales s'efforçant de mettre fin au mariage des enfants. *Filles, Pas Epouses* siège au sein de son comité de gouvernance, lui fournit une expertise technique et veille à ce que les intérêts des OSC figurent dans tous les aspects du travail du fonds.

Filles, Pas Epouses a également joué un rôle de catalyseur dans la création de [VOW for Girls](#), une initiative visant à mobiliser l'industrie du mariage des États-Unis –industrie pesant plusieurs milliards de dollars américains – pour soutenir le Girls First Fund. VOW collabore avec des entreprises de mariage pour qu'une partie des profits liés aux produits, aux activités et aux invité-e-s des mariages soit redistribuée à des projets de communautés œuvrant à la fin du mariage des enfants. Avec VOW, nous avons créé un nouveau modèle pour favoriser la solidarité mondiale autour d'une question de droits humains.

Il subsiste d'importantes carences en matière de financement et la pandémie de COVID-19 a exacerbé ces lacunes, mais *Filles, Pas Epouses* continue de collaborer étroitement avec des bailleurs de fonds pour accroître le financement et veiller à son allocation stratégique.



1.4 CONSENSUS CROISSANT SUR CE QUI DOIT ÊTRE FAIT

Ces 10 dernières années, un nombre croissant de recherches ont été menées sur le mariage des enfants. *Filles, Pas Epouses* a mis à contribution et consolidé le savoir-faire de nos organisations membres et partenaires pour en arriver à une compréhension globale des tenants et des aboutissants du mariage des enfants, de ses conséquences, de ses liens avec d'autres questions de développement et des mesures qui contribuent à y mettre fin. Résultat : nous sommes mieux placé-e-s pour plaider en faveur du financement et du soutien des stratégies qui contribueront le plus efficacement à prévenir le mariage des enfants et à soutenir les filles déjà mariées. Nos ressources ont influencé des résolutions de l'ONU, des stratégies nationales et des programmes.

Notre [théorie du changement](#) a contribué à améliorer la compréhension globale des différentes approches nécessaires pour agir à l'égard du mariage des enfants et réaliser l'égalité des genres, ainsi que le rôle de différents secteurs à cet effet. La théorie du changement a été utilisée par un grand nombre de personnes et d'institutions : les gouvernements nationaux de pays à forte prévalence – comme le Népal – l'ont utilisé pour élaborer leurs stratégies nationales ; les acteurs et actrices de la société civile l'utilisent pour informer de leurs programmes et communiquer sur leur travail; et des fonds et bailleurs de fonds internationaux l'ont adoptée dans leurs propres travaux, notamment le ministère britannique du Développement international (maintenant ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth) et le Girls First Fund.

En 2019, *Filles, Pas Epouses*, l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme mondial ont réuni des chercheurs et chercheuses, des responsables politiques et des responsables de programmes pour évaluer les données sur le mariage des enfants et relever des lacunes dans la recherche. Nous avons accepté de faciliter l'interaction et la coordination entre ces personnes et de combler les lacunes prioritaires en matière de recherche. En 2020, *Filles, Pas Epouses* et le Programme mondial ont lancé le [Réseau recherche-action sur le mariage des enfants](#) (le CRANK, de l'anglais Child Marriage Research to Action Network) pour répondre à ce besoin. Le CRANK facilite la coordination et l'harmonisation de la recherche sur le mariage des enfants dans le monde et encourage les responsables politiques et les organisations de la société civile à s'appuyer sur les données de recherches pour mettre en œuvre des solutions.

Filles, Pas Epouses a également renforcé les liens entre différents secteurs et les a sensibilisés aux impacts du mariage des enfants sur leurs travaux respectifs. Nous plaidons en faveur d'une approche globale et holistique en matière de programmes pour les filles, une approche qui reconnaît les nombreux obstacles intersectoriels qui empêchent ces dernières de revendiquer leurs droits. De cette manière, nous veillons à ce que différents secteurs (santé, éducation, VIH/sida, protection de l'enfance, etc.) œuvrent à mettre fin au mariage des enfants de manière coordonnée.

SUR LA PHOTO : deux participantes aux programmes de GoJoven à Livingston,
au Guatemala. Photo : Filles, Pas Epouses/Priscilla Mora Flores/Colectivo Nómada

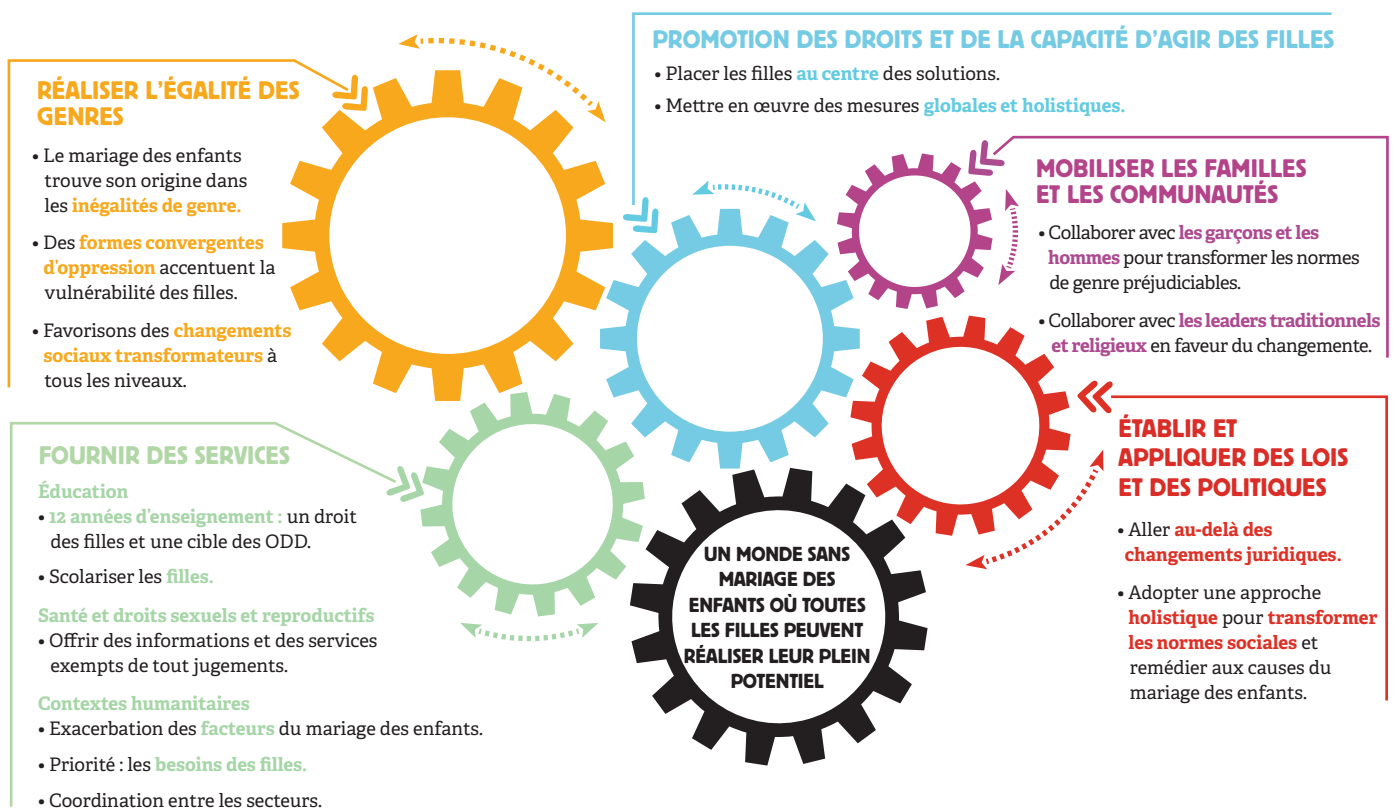


2. TIRER DES LEÇONS DU PASSÉ POUR TRACER UNE VOIE VERS L'AVENIR

Au cours de la dernière décennie, notre Partenariat, tout comme le mouvement pour la fin du mariage des enfants dans son ensemble, a accumulé de l'expérience et des connaissances. Nous avons contribué à faire du mariage des enfants l'une des priorités internationales, à élaborer des programmes et des plans régionaux et nationaux pour mettre fin à la pratique et à faire diminuer le taux de prévalence global. Cependant, nous avons également confirmé ce fait : le mariage des enfants est très différent d'une communauté à l'autre et nécessite des solutions et des intervenant-e-s multiples et varié-e-s pour y mettre fin.

Notre [théorie du changement](#) fait état des différentes approches nécessaires et du rôle que tout le monde doit jouer pour mettre fin au mariage des enfants et réaliser l'égalité des genres. Dans cette section, nous partageons les principales connaissances qui étayent le présent document. Grâce à elles, les interventions s'appuient sur des données avérées et contribuent efficacement à créer un avenir où toutes les filles sont libres de choisir si, quand et avec qui elles souhaitent se marier. Ces connaissances sont regroupées autour des thèmes suivants : réaliser l'égalité des genres ; promouvoir les droits et la capacité d'agir des filles ; mobiliser les communautés ; fournir des services ; et adopter et mettre en œuvre des lois et des politiques.

Figure 3 : comment mettre fin au mariage des enfants et réaliser l'égalité des genres



2.1 RÉALISER L'ÉGALITÉ DES GENRES

Le mariage des enfants a pour cause profonde les inégalités entre les genres. En raison de ces inégalités et des normes et pratiques sociales qui en sont la manifestation, les femmes et les filles sont traitées comme des citoyennes de deuxième classe, privées de leurs droits humains et dépréciées sur la base de leur sexe.



« L'impact de la pauvreté sur le mariage des enfants est indéniable, mais on est également en droit de se demander pourquoi personne ne vend de fils. C'est là l'essence des inégalités de genre : considérer les femmes comme des "choses" et non des personnes. » *Maria Malomalo, fondatrice de Mwana Pwo, en Angola*




Au cours de la dernière décennie, nous avons approfondi notre compréhension des inégalités de genre, de leur incidence sur les filles et de la façon dont elles interagissent avec d'autres aspects de l'identité et de leur vie (éducation, statut économique, ethnie, sexualité, religion, capacités, statut migratoire, etc.) pour créer différents motifs de discrimination qui exposent les filles au risque de mariage.

En reconnaissant que les normes sociales genrées constituent la cause principale du mariage des enfants et que les filles les plus vulnérables au mariage font face à de nombreuses formes d'oppression interdépendantes, nous pouvons élaborer des stratégies qui vont au-delà de la prévention du mariage des enfants pour favoriser des changements sociaux plus transformateurs – des changements qui autonomisent les filles et les femmes, dans toute leur diversité, et font progresser l'égalité des genres.

Pour réussir à changer les normes sociales, les approches promouvant l'égalité des genres doivent reposer sur de solides analyses de genre et des relations de pouvoir, ainsi que sur une excellente compréhension du contexte. Voici des exemples de telles approches : investir dans une éducation de qualité pour les filles de manière à améliorer leurs capacités, les différentes [possibilités d'avenir](#) qu'elles peuvent envisager et la façon dont elles sont perçues par les autres ; collaborer avec des prestataires de services pour veiller à ce que les adolescentes aient accès à des services essentiels adaptés à leurs besoins, sans être jugées ; et aider des organisations de jeunes, des organisations dirigées par des filles ou des organisations locales à collaborer avec des prestataires de services, des écoles et les médias dans leurs communautés.

L'engagement à l'échelle communautaire demande du temps et du tact. Il est plus efficace s'il s'effectue en face à face dans des espaces sûrs, par l'intermédiaire de personnes du milieu qui connaissent la langue et les références culturelles de la population locale et inspirent confiance.



De nombreuses interventions locales efficaces font appel à des espaces sûrs où les participant-e-s sont invité-e-s à réfléchir et à discuter. Ces espaces sont dirigés par des personnes dignes de confiance et on y trouve des modèles à suivre, positifs et influents. On peut également avoir recours à des réunions publiques en vue de rassembler des membres de la communauté d'âges et de niveaux d'influence différents. Il est important d'identifier et de mettre à l'honneur les normes positives, ainsi que de susciter la participation de la communauté dès le départ.



« Il faut établir une bonne relation avec les autorités locales, parce que si elles ne relèvent pas de problème, elles ne vont pas ouvrir de débat. Il faut répondre à leurs besoins tout en les sensibilisant aux conséquences des mariages et unions d'enfants, précoces et forcées. S'assurer la participation des autorités locales est un bon moyen de se prémunir contre d'éventuelles réactions négatives de la communauté. » *Maricarmen Ramírez, Yo Quiero Yo Puedo, au Mexique*



2.2 PROMOUVOIR LES DROITS ET LA CAPACITÉ D'AGIR DES FILLES

Certaines données indiquent que les programmes faisant la promotion des droits des adolescentes et de leur capacité d'agir (à savoir, leur capacité à faire des choix et à agir en conséquence) pourraient être les plus efficaces pour mettre fin au mariage des enfants¹⁹. Un examen systématique de 2017 a révélé que de tels programmes sont plus efficaces que ceux qui donnent la priorité à l'éducation, aux approches économiques et à la mobilisation des communautés²⁰. D'autres études, notamment une étude du Nirantar Trust, recommandent de donner la priorité aux approches axées sur la capacité d'agir des filles²¹.

Promouvoir la capacité d'agir des filles signifie veiller à ce que les filles – dans toute leur diversité – soient au centre de nos solutions. Cela signifie les associer à la conception et la mise en œuvre de programmes à l'égard du mariage des enfants, investir dans leurs connaissances, compétences et atouts individuels et les mobiliser autour d'actions collectives. En ayant un rôle de premier plan, les filles peuvent identifier les solutions efficaces adaptées à leurs réalités et contextes et contribuer à leur mise en œuvre.



« Nous n'avons jamais eu l'impression de nous faire présenter un plan ou un projet déjà prêt d'avance, et nous avons toujours eu le soutien dont nous avons besoin. Selon nous, il est rare que la voix des jeunes soit réellement écoutée en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nous nous sommes vraiment senti-e-s comme des leaders. » *Edith, une jeune activiste ayant participé à la campagne Jóvenas Latidas*



Accorder une place centrale aux filles, cela signifie également comprendre ce qui les expose au risque de mariage d'enfant et d'autres formes d'oppression. *Filles, Pas Epouses* a approfondi sa compréhension des discriminations croisées, grâce au travail d'organisations membres auprès des filles et des femmes les plus vulnérables au mariage des enfants et les plus touchées par la pratique, notamment de [jeunes femmes autochtones du Guatemala](#), [des filles de communautés Dalit en Inde](#) et [des filles infectées ou touchées par le VIH en Afrique](#).

Les solutions centrées sur les filles donnent de meilleurs résultats lorsqu'elles sont globales et holistiques, combinant des actions visant à faire progresser les droits des filles à des pratiques de protection solides et claires qui aident à prévenir toute violation des droits des filles et à intervenir en cas de besoin.



LES FILLES PRENNENT LEUR ENVOL GRÂCE À UN SOUTIEN GLOBAL ET HOLISTIQUE

La [Mariposa DR Foundation](#), une organisation membre de *Filles, Pas Epouses* de la République Dominicaine, met réellement en pratique les approches centrées sur les filles. Elle offre des programmes académiques, de santé, de bien-être, de sport et d'économie. Une « mariposa » (« papillon » en espagnol) peut apprendre les mathématiques, pratiquer le yoga, naviguer sur une planche de surf pour ramasser des débris ou utiliser ses talents de conceptrice pour restaurer, valoriser et revendre de vieilles voiles. Grâce à ces activités, les filles s'instruisent et s'appuient les unes sur les autres dans un environnement amusant et sûr, décoré d'images de femmes - dont de nombreuses Afro-Caribéennes - qui leur apportent une source d'inspiration. En plus de dix ans, une seule mariposa est tombée enceinte alors qu'elle suivait le programme et la baisse du nombre de mariages d'enfants est remarquable, dans un pays où plus d'un tiers des filles se marient avant l'âge de 18 ans.

Jamais nous ne pourrons mettre fin au mariage des enfants sans la participation active et soutenue des jeunes. « À vous d'agir », notre [programme de formation sur l'activisme des jeunes](#) créé en collaboration avec des jeunes et des organisations membres tout autour du globe, est une ressource essentielle pour travailler avec ceux et celles qui sont les plus touché-e-s par le mariage des enfants. Il s'appuie sur les connaissances des participant-e-s sur le mariage des enfants et encourage les jeunes à mener des initiatives dans leurs communautés autour des questions qui les touchent le plus.



« Partout dans la région, il semble que l'un des éléments essentiels pour mettre fin au mariage des enfants est de mieux faire connaître le pouvoir des jeunes. Cette formation pour les jeunes de *Filles, Pas Epouses* m'a beaucoup appris et mon travail est maintenant plus ciblé et efficace. Il est également important pour moi, en tant que jeune activiste, d'inclure les hommes et les garçons et de les associer à nos actions. » *Jeune activiste d'Ouganda*



2.3 MOBILISER LES FAMILLES ET LES COMMUNAUTÉS

Les filles sont une force de changement exceptionnelle, mais on ne peut s'attendre à ce qu'elles transforment la société à elles seules. Pour mettre fin au mariage des enfants et réaliser l'égalité des genres, toutes les personnes qui exercent une influence sur la vie des filles doivent être mobilisées : les familles et les communautés des filles, ainsi que celles ayant une influence stratégique et politique.

Collaborer avec les garçons et les hommes

Partout dans le monde, les systèmes patriarcaux (à savoir, les systèmes contrôlés par les hommes qui profitent aux hommes) limitent les droits et la capacité d'agir des filles et poussent les garçons et les hommes à adopter des formes de masculinité fondées sur la violence et la domination. Nous devons collaborer avec les garçons et les hommes - parallèlement à notre travail avec les filles et les femmes - de manière à transformer ces pratiques et normes de genre préjudiciables et à promouvoir de bons modèles pour tous et toutes.



« Nous savons que pour réaliser l'égalité des genres pour tous et toutes, les garçons et les filles doivent faire partie de la solution en tant qu'alliés de notre travail en faveur des droits des femmes et des filles. » *Rodrigo Barraza, Global Fund for Children (Mexique et Amérique centrale)*



Mobiliser les garçons et les hommes signifie mettre en place des espaces sûrs où ces derniers peuvent réfléchir aux conséquences de leur masculinité sur eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés, ainsi que pour les encourager à faire partie de la solution. Ce travail est plus efficace lorsqu'il est sensible à l'âge et au contexte, qu'il s'appuie sur des groupes d'entraide entre pairs et qu'il se concentre sur une transformation à long terme.

Le travail auprès des garçons à partir de l'âge de cinq ans est plus efficace parce que ces derniers n'ont pas encore intériorisé de normes de genre préjudiciables. Encourager les garçons et les jeunes hommes à devenir des « promoteurs communautaires » peut contribuer à la création de nouveaux espaces de mobilisation des familles et des communautés²². Enfin, le travail auprès de pères d'adolescents et de leaders traditionnels et religieux est essentiel pour transformer les opinions et les comportements dans la collectivité élargie^c.

Collaborer avec les leaders religieux et traditionnels

Les leaders religieux et traditionnels peuvent être d'importants défenseurs du changement. Les leaders peuvent se prononcer sur des sujets en particulier, comme l'éducation des filles, leur accès à des soins de santé sexuelle et reproductive, le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E), ce qui contribue à élargir la portée des programmes promouvant l'égalité des genres et favorise les changements institutionnels.

Bon nombre de leaders religieux ayant participé aux formations sur le changement des normes sociales et sur le mariage des enfants (formations organisées par nos organisations membres [partout dans le monde](#)) encouragent maintenant leurs communautés à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles. Ces leaders prennent publiquement position et plaident en faveur de la fin du mariage des enfants auprès de leurs pairs.

En réponse au travail de la société civile auprès de leaders religieux et traditionnels, des fatwas et des résolutions contraignantes contre le mariage des enfants ont été adoptées en [Indonésie](#), en [Afrique de l'Ouest](#) et en Ouganda. En Éthiopie, des leaders de l'Église orthodoxe ont déclaré qu'ils ne célébreront aucun mariage dont l'une des parties n'a pas 18 ans. Au Malawi et en Zambie, des chef-fe-s comme le chef Chamuka ont adopté des règlements interdisant le mariage des enfants dans leur chefferie^d.



« Nous mobilisons les leaders religieux et traditionnels en tant que défenseurs de la cause parce qu'il nous est impossible à nous, la société civile, d'avoir une influence partout. Cependant, lorsque nous mobilisons différentes personnes comme des parties prenantes et des leaders d'opinion, elles peuvent aller dans leurs communautés. Travailler avec ces gens s'est avéré tout à fait magique. »

Hope Nankunda, Raising Teenagers, en Ouganda



^c Pour en savoir plus sur la mobilisation des hommes et des garçons, veuillez lire notre [note d'information](#) sur le sujet. Nous vous recommandons également les séminaires en ligne du symposium [MenEngage Ubuntu](#).

^d Pour en savoir plus sur la collaboration avec les leaders religieux, veuillez consulter notre [note d'information](#) à ce sujet.

2.4 FOURNIR DES SERVICES

Éducation

Le mariage des enfants est l'une des principales causes de l'abandon scolaire des filles dans bon nombre de pays à faible revenu. Maintenir les filles à l'école est l'un des meilleurs moyens de prévenir le mariage des enfants : pour chaque année d'enseignement secondaire supplémentaire, le risque de mariage d'enfant diminue de six points de pourcentage²³.

En vertu des ODD, tout enfant devrait avoir droit à 12 ans de scolarité de qualité. L'enseignement secondaire constitue une protection plus solide et plus fiable contre le mariage des enfants que l'enseignement primaire.

Les conséquences de [l'éducation des filles](#) sont intergénérationnelles. L'éducation des filles d'une génération contribue à repousser l'âge de mariage des filles qu'elles auront plus tard. Cependant, quoique la mobilité éducative se soit relativement améliorée ces dernières décennies, le nombre d'années d'études d'une fille demeure beaucoup plus tributaire de l'éducation de ses parents (et plus particulièrement de sa mère) que chez les garçons^e.

L'éducation peut former de nouvelles générations de femmes et d'hommes aux opinions et comportements plus égalitaires. Une éducation de qualité favorise la pensée critique et donne aux jeunes les moyens de déterminer quelles normes sont positives et lesquelles leur causent du tort. Les écoles qui proposent des séances sur des problèmes comme le mariage des enfants et les stéréotypes genrés peuvent réduire les niveaux de violence basée sur le genre (VBG) et améliorer la qualité des relations, un contexte essentiel pour mettre fin au mariage des enfants²⁴.

Santé et droits sexuels et reproductifs

À mesure que notre connaissance des causes du mariage des enfants s'est approfondie, nous avons compris plus en détail les liens complexes entre cette pratique et la [santé et les droits sexuels et reproductifs](#) (SDSR) des filles.

Le mariage des enfants peut pousser les filles à avoir des relations sexuelles avant qu'elles ne soient prêtes sur le plan physique et émotionnel et alors qu'elles ignorent pratiquement tout de leur SDSR. Le mariage des enfants est l'une des principales causes des grossesses chez les adolescentes (lesquelles posent un risque sérieux pour leur santé) et peut augmenter le risque de contracter des infections sexuellement transmissibles et de subir des VBG. Dans certains contextes, le mariage des enfants est étroitement lié aux MGF/E, une violation des droits humains qui porte atteinte à la santé physique et mentale des filles^f.

Pour avoir des rapports sexuels sans danger, les adolescentes, qu'elles soient mariées ou non, doivent avoir accès à des informations fiables sur la SDSR sans être jugées. Ces connaissances peuvent être transmises au moyen d'une éducation sexuelle complète (ESC) et de campagnes de sensibilisation dans les écoles et ailleurs, y compris dans les espaces sûrs et les clubs de jeunes filles. Par ailleurs, une ESC qui aborde spécifiquement les questions de genre et de pouvoir est cinq fois plus susceptible de réduire les taux de grossesse et d'infections sexuellement transmises²⁵.

^e Pour en savoir plus sur l'éducation des filles, veuillez consulter notre [note d'information](#) à ce sujet.

^f Pour en savoir plus sur les MGF/E, veuillez consulter notre [note d'information](#) à ce sujet.

Les filles doivent également être aiguillées vers les services compétents où elles pourront obtenir les soins dont elles ont besoin, sans être jugées. Les prestataires de services, notamment les professionnel-le-s de la santé et les enseignant-e-s, doivent recevoir une formation continue sur les droits des adolescent-e-s et l'accès à des soins de santé sexuelle et reproductive et être en mesure d'aiguiller les jeunes vers les mécanismes juridiques, sociaux et de protection de l'enfance appropriés. Elles et ils doivent également être formé-e-s sur les moyens d'interagir avec les adolescent-e-s, notamment en ce qui concerne leurs aptitudes à communiquer et à fournir une aide psychologique.

Les obstacles juridiques et politiques qui empêchent les adolescent-e-s d'obtenir des soins de santé sexuelle et reproductive sur la base de leur âge, leur genre, leur état matrimonial ou le nombre de leurs enfants, doivent également être éliminés.



« Toute ma vie, j'ai cru que l'avortement était inacceptable, d'autant plus que je suis un leader religieux. Cet atelier m'a permis de mieux clarifier mes valeurs et de comprendre pourquoi les femmes ont besoin d'informations et de services pour éviter les grossesses non désirées, mais aussi pour avorter dans des conditions sûres. Cette formation m'a appris beaucoup de choses passionnantes. » *Leader religieux, Athi River, au Kenya*



SUR LA PHOTO : écolières dans une école primaire Samburu, au Kenya. Photo : Filles, Pas Epouses/Amref



Contextes humanitaires

Si le mariage des enfants existe dans des environnements stables, les [crises humanitaires](#) accroissent les inégalités qui le sous-tendent (notamment les normes de genre préjudiciables, la pauvreté et le manque d'accès à des services comme l'éducation et des soins de santé sexuelle et reproductive) et exposent les filles à des risques accrus de mariage d'enfant. Les 10 États aux taux de prévalence de mariages d'enfants les plus élevés²⁶ sont des États fragiles ou extrêmement fragiles²⁷.

Nous avons élargi notre travail auprès de nos organisations membres en matière de bonnes pratiques, d'intervention et de prévention du mariage des enfants en contexte humanitaire. En situation de crise humanitaire, il est important de se concentrer sur les besoins des filles et de coordonner des actions dans tous les secteurs, dont le secteur du développement, et ce dès le début de la crise. Parmi les principales parties prenantes, on compte les gouvernements, les agences de l'ONU et les OSC.

Les investissements dans des services de base (éducation, aide économique, prévention de la VBG, programmes de SDR adaptés aux jeunes, etc.) peuvent servir de filet de sécurité pour les filles et les familles sous pression, en particulier si ces investissements sont accompagnés d'actions promouvant l'égalité des genres au sein de leurs communautés. Les réponses nationales – y compris des organisations communautaires travaillant sur l'égalité des sexes et les droits de l'enfant – sont essentielles, car elles peuvent identifier et répondre rapidement aux besoins des filles et des femmes.

» L'ÉGALITÉ DES GENRES, UNE PARTIE INTÉGRANTE DE TOUTE ACTION HUMANITAIRE

Au Liban, [ABAAD](#) fait la promotion de l'égalité des genres en tant que partie intégrante de toute action humanitaire. L'organisation a pour objectif de réduire les risques de VBG dans l'ensemble des sphères d'intervention, notamment la réduction des risques de catastrophe et la prévention de la VBG, que ce soit à la phase de préparation, d'intervention ou de redressement. ABAAD fournit un hébergement aux personnes ayant subi des VBG et redirige les femmes et les filles vers les services dont elles ont besoin, notamment en matière d'éducation et de santé sexuelle et reproductive. L'organisation protège leurs droits et leur bien-être, tout en faisant la promotion d'une transformation positive des normes de genre.

2.5 ÉLABORER ET APPLIQUER DES LOIS ET DES POLITIQUES

À ses débuts, *Filles, Pas Epouses* a plaidé avec succès en faveur de modifications constitutionnelles et juridiques pour la fin du mariage des enfants. Nous avons également soutenu l'élaboration et l'adoption de plans d'action nationaux partout dans le monde. Ces modifications juridiques représentaient un grand pas en avant pour le mouvement. Cependant, les lois ne peuvent pas à elles seules mettre fin au mariage des enfants. Aussi, nous avons recentré nos efforts vers une approche plus holistique promouvant l'égalité des genres et encouragé les gouvernements à agir au-delà des [modifications juridiques](#) au profit de la mise en œuvre de politiques et de programmes qui transforment les normes sociales et influent sur les causes du mariage des enfants.

Les droits des filles doivent être au cœur de toute loi contre le mariage des enfants. Ces lois doivent être élaborées en consultation avec les OSC (pour veiller à ce qu'elles soient accessibles et utiles pour toutes les parties prenantes) et accompagnées d'actions à l'échelle communautaire visant à transformer les normes sociales et de genre qui causent le mariage des enfants.

» POUR PROTÉGER LES FILLES, LES LOIS DOIVENT ÊTRE ACCESSIBLES

La Loi type de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) sur l'éradication du mariage des enfants et la protection des enfants déjà mariés est la première du genre. Elle propose un cadre régional commun facile à appliquer aux responsables juridiques et politiques, aux prestataires de services et à la société civile. Pour être efficace, la loi type doit être bien comprise par l'ensemble des parties prenantes, y compris les filles et les femmes, et utilisée dans l'élaboration des lois et des politiques nationales. *Filles, Pas Epouses*, en collaboration avec le Programme mondial, a créé des [vidéos](#) et un [guide](#) pour veiller à cette transition de la théorie à la pratique.

Il est également essentiel de mener un plaidoyer collectif auprès des gouvernements nationaux pour veiller à ce qu'ils consacrent des ressources financières et humaines à la hauteur de leurs engagements. Les interventions à l'égard du mariage des enfants doivent être planifiées, chiffrées et financées de manière intersectorielle dans les différents budgets publics. Le plaidoyer budgétaire constitue un moyen efficace de veiller à la réalisation de ces engagements (voir page 19).



SUR LA PHOTO : des filles jouent une pièce dans le cadre d'un cours de la Janaki Women Awareness Society dans la région du Terai, au Népal. Photo : Filles, Pas Epouses/Thom Pierce

3. OPÉRER DES CHANGEMENTS

La rythme des changements doit accélérer, et rapidement. Cela signifie améliorer et accroître le financement, la volonté politique et les actions collectives de manière à réaliser les engagements pour la fin du mariage des enfants et l'égalité des genres, en particulier ceux liés aux ODD.

Pour le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants, cette dernière décennie a été une période de croissance exceptionnelle marquée de multiples réussites. Nous avons créé un mouvement dynamique, actif et efficace et réalisé des changements sociaux et politiques tangibles qui ont transformé la vie de nombreuses filles et femmes partout dans le monde. Nous avons toutes les raisons d'être fier-ère-s. Cependant, il est clair que notre travail est loin d'être terminé : 12 millions de filles continuent d'être mariées chaque année²⁸, et la pandémie de COVID-19 menace d'accroître ce nombre.

Pour réaliser notre vision d'un monde sans mariages d'enfants, en tant que Partenariat, nous devons :

- **Nous concentrer sur notre objectif et produire des résultats** : aucune fille n'est mariée, toutes les filles ont le plein contrôle sur leur vie et de réels changements ont lieu dans la vie de toutes les filles, sous l'impulsion d'un mouvement mondial inclusif, diversifié et uni.
- **Activement mobiliser le leadership local**. Cela signifie s'assurer que notre travail est dirigé localement, qu'une plus grande partie des fonds viennent en aide aux organisations locales et organisations de la société civile dans les pays à forte prévalence et que les points de vue des jeunes, des militant-e-s, des activistes, des prestataires de services et des membres des communautés sont directement incorporés à notre travail.
- **Diversifier, renforcer et soutenir la capacité collective du Partenariat**. Autrement dit, apprendre les un-e-s des autres et accroître nos capacités, nos ressources et leur déploiement au sein des Partenariats nationaux, des coalitions et des organisations membres.
- **Renforcer notre voix et raffiner notre approche**, en veillant à sa pertinence selon les régions et les contextes, et exiger sans crainte un avenir meilleur.

NOUS POUVONS TOUS ET TOUTES



1 PLACER LES FILLES AU CENTRE DES ACTIONS

Les filles sont des personnes actives, engagées et puissantes et personne ne comprend mieux qu'elles la réalité de leur vie. Pour accélérer les progrès vers la fin du mariage des enfants, les filles et les jeunes doivent être au centre des actions visant à trouver des solutions et à façonner leur avenir.

Les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et autres parties prenantes doivent :

- **Investir dans les programmes qui permettent aux filles d'acquérir des connaissances pratiques et de bâtir leur confiance**, notamment au moyen de clubs de filles, d'un accès à une ESC et à des espaces sûrs pour les filles. On veillera ainsi à ce que les filles puissent construire leur avenir et affronter les normes sociales et autres obstacles avec confiance.
- **Associer les filles à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes qui ont une influence sur leurs vies**, comme elles savent mieux que quiconque quels sont leurs besoins, les obstacles auxquelles elles font face et le soutien qu'elles souhaitent obtenir des écoles, des familles, des parents, des communautés et des leaders. On s'assurera ainsi que les programmes seront pertinents, adaptés au vécu des filles, réalisables, applicables, efficaces, durables et sûrs.
- **Donner la place aux filles et aux jeunes dans les programmes, les médias et les communications de manière à créer des modèles positifs** cet d'améliorer la façon dont les filles et les jeunes sont perçue-s dans les communautés, et inviter des modèles à devenir des mentors dans leurs communautés. Ces modèles aideront d'autres personnes à suivre des rôles non traditionnels et à réaliser qu'il est possible de sépanouir en allant à l'encontre des normes sociales.

2 TRANSFORMER LES NORMES SOCIALES ET OPÉRER DES CHANGEMENTS STRUCTURAUX

Un monde sans mariages d'enfants signifie un monde en voie de réaliser l'égalité des genres. Pour mettre fin à cette pratique, il est nécessaire de transformer les normes sociales préjudiciables, restrictives et répressives qui limitent les possibilités d'avenir des filles et des femmes. Pour être efficaces, les interventions à l'égard des normes sociales doivent être accompagnées d'interventions qui offrent des services, des soins et une protection. Une telle stratégie reconnaît qu'il existe de nombreuses façons de transformer les normes sociales, de la mobilisation des communautés aux programmes visant des changements structurels à grande échelle, et a pour objectif de les harmoniser.

Les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et autres parties prenantes doivent :

- **Financer et soutenir des changements de normes sociales à long terme** – sur une période d'au moins quatre ans – en mettant l'accent sur l'égalité des genres, parallèlement au déploiement de programmes structurels à grande échelle. Cela permettra de garantir que les programmes visant à changer les opinions et les comportements seront accompagnés d'un accès aux outils et services nécessaires pour faire valoir ces droits. Enfin, pour des changements de normes durables, un financement pluriannuel s'impose.
- **Investir dans les programmes de changement de normes sociales qui se concentrent sur les personnes ayant une influence sur les opinions à l'égard du mariage des enfants** et mobiliser les communautés et les leaders, y compris les garçons et les hommes. On veillera ainsi à ce que l'ensemble de la communauté soutienne les changements de normes sociales liées au mariage des enfants.
- **Veiller à ce que les programmes de mobilisation des communautés dirigés par les intervenant-e-s de première ligne de ces communautés** (en particulier les programmes de dialogue communautaire et les campagnes plus vastes sur les médias qui visent à changer des comportements très répandus et offrent des solutions de rechange au statu quo) soient le fondement des programmes visant à transformer les normes sociales. De cette manière, on s'assure que les changements de normes sociales à grande échelle nécessaires pour mettre fin au mariage des enfants toucheront les collectivités dans leur ensemble.



VISER DES CHANGEMENTS À GRANDE ÉCHELLE

Pour avoir un véritable impact sur le nombre de filles qui se marient chaque année, la portée des programmes à l'égard du mariage des enfants doit être élargie. Il doit y avoir des investissements à grande échelle en faveur de changements structurels qui atteindront plusieurs communautés et pays pour prévenir le mariage des enfants et appuyer les filles déjà mariées. Ces efforts doivent être dirigés par les gouvernements et appuyés par une aide au développement ciblée et une mobilisation de ressources nationales, en partenariat avec la société civile et sous la surveillance de celle-ci. Ces interventions doivent être menées parallèlement à des programmes visant à changer les comportements et les opinions de manière à garantir l'acceptation et l'adoption des services par la communauté.

Les pouvoirs publics et autres parties prenantes doivent :

- **Investir dans un accès gratuit à 12 ans de scolarité de qualité pour les filles.** Cette instruction doit inclure une ESC pour tous et toutes, sans préjugés. Il convient également d'éliminer tout obstacle à l'enseignement des filles-mères et des filles-épouses, ainsi que de mener des démarches auprès des filles ayant abandonné l'école. On s'assurera ainsi que les filles auront les compétences nécessaires pour trouver un emploi, gagner leur vie et assumer un rôle au-delà de celui de femme ou de mère.
- **Garantir à toutes les filles (peu importe leur statut matrimonial) un accès à des services de soins de santé adaptés aux jeunes, et en particulier à des soins et de santé sexuelle et reproductive, y compris à un avortement sûr.** Cela leur permettra de bien comprendre tous les aspects de la sexualité, d'éviter les grossesses non désirées, d'être maîtresses de leur corps et de choisir si et quand elles souhaitent se marier ou avoir des enfants.



- **Veiller à ce que les politiques et les plans de prévention et d'intervention liés aux crises humanitaires tiennent compte des besoins précis des filles et des femmes en contexte de crise**, notamment en ce qui concerne leur santé sexuelle et reproductive, leur accès à une éducation et le risque accru de violence et de mariage. Ainsi, en cas de catastrophe, les filles et les femmes ne seront pas laissées pour compte ni plus vulnérables aux grossesses non désirées ou à la violence basée sur le genre.

4 AIDER LES MOUVEMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À PROVOQUER DES CHANGEMENTS

Plus notre nombre est grand, plus nous sommes fort·es. Pour accélérer les progrès vers l'égalité des genres, le mouvement pour la fin du mariage des enfants doit être diversifié et inclusif et représenter les organisations de filles, les organisations dirigées par des jeunes, les acteurs et actrices humanitaires et autres. Nous devons collectivement investir dans le mouvement pour le renforcer et le faire croître, ce qui nous permettra de plaider pour la fin du mariage des enfants de manière efficace dans le cadre de campagnes plus globales en faveur des droits des filles et des femmes.

Les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et autres parties prenantes doivent :

- **Accroître le financement pluriannuel et flexible de mouvements, d'actions collectives et d'organisations de la société civile.** Ce financement devrait être octroyé à des organisations et réseaux non gouvernementaux locaux, notamment ceux dirigés par les femmes, les filles et les jeunes, et ceux axés sur la protection, l'égalité des genres, la violence basée sur le genre et les programmes pour les adolescentes. On veillera ainsi à ce que, conjointement, les organisations de la société civile puissent mener des plaidoyers, effectuer des recherches, mettre en œuvre des programmes et exiger des comptes aux instances publiques et autres décideurs et décideuses quant à leurs engagements et leurs obligations relatives aux droits humains.
- **Renforcer et diversifier le mouvement pour la fin du mariage des enfants afin qu'il représente diverses communautés et parties prenantes, avec pour résultat de maximiser notre crédibilité.** À cet égard, il convient notamment d'encourager la participation des organisations de jeunes et des organisations dirigées par des femmes, ainsi que de renforcer leur leadership au sein du mouvement. Cela signifie également tendre la main aux familles, aux parents, aux leaders traditionnels et religieux, aux universitaires, aux agences de l'ONU, aux prestataires de services et aux gouvernements et collaborer avec elles et eux pour transformer les normes sociales et garantir aux filles l'avenir qu'elles méritent. De cette manière, on veille à ce que le mouvement représente également les communautés qui pratiquent le mariage des enfants. Par l'inclusion de jeunes leaders, l'adoption d'approches promouvant l'égalité des genres et la collaboration avec le plus grand réseau possible d'allié·es, on veille également au renouvellement et à la pérennité du mouvement.
- **Investir dans les connaissances et les données sur les moyens efficaces de mettre fin au mariage des enfants, de faire progresser les droits des filles et de renforcer leur capacité d'agir.** Cela signifie se concentrer sur les enjeux actuels comme la crise climatique, la montée de la violence basée sur le genre et le creusement des inégalités. Ainsi, le mouvement investira dans les programmes et les actions de plaidoyer les plus efficaces et percutantes qui répondent au contexte sociopolitique actuel et remettent en cause les normes de genre au profit de changements durables.

RÉFÉRENCES

- ¹ UNICEF, 2021a, [COVID-19: A threat to progress against child marriage](#).
- ² Ibid.
- ³ UNICEF, 2021b, [Child marriage database](#).
- ⁴ UNICEF, 2021a, op. cit.
- ⁵ Ibid.
- ⁶ Ibid.
- ⁷ UNICEF, 2021b, op. cit.
- ⁸ Conseil économique et social de l'ONU, 2020, [Progress towards the Sustainable Development Goals: Report of the Secretary-General. Supplementary Information](#).
- ⁹ UNICEF, 2019a, [Ending Child Marriage: A profile of child marriage in India](#).
- ¹⁰ UNICEF, 2019b, [Ending Child Marriage: A profile of progress in Ethiopia](#).
- ¹¹ Save the Children, 2021, [Technical Brief: Progress towards ending child marriage over the last decade, a missed opportunity to deliver for the world's most marginalised girls](#).
- ¹² UNICEF, 2021a, op. cit.
- ¹³ UNICEF, 2021b, op. cit.
- ¹⁴ UNICEF, 2014, [Female genital mutilation/cutting: What might the future hold?](#)
- ¹⁵ UNICEF, 2020, [Looking ahead Towards 2030: Eliminating child marriage through a decade of action](#).
- ¹⁶ UNICEF, 2021a, op. cit.
- ¹⁷ UNESCO, 2020, [Une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour atteindre l'égalité des genres dans l'éducation](#).
- ¹⁸ Wodon, Q. et al., 2017, [Economic impacts of child marriage: Global Synthesis Brief](#), la Banque mondiale et le Centre international de recherche sur les femmes, Washington, DC.
- ¹⁹ Chae, S. and Ngo, T. D., 2017, « [The global state of evidence on interventions to prevent child marriage](#) ». GIRL Center Research Brief No. 1.
- ²⁰ Ibid.
- ²¹ Nirantar Trust, 2015, [Early and child marriage in India: A landscape analysis](#).
- ²² Rodrigo Barraza, 2021, [Promoting healthy masculinities is key to gender equality, but how do we achieve this?](#), article sur le site Web de Filles, Pas Epouses.
- ²³ Wodon, Q, et al., op. cit.
- ²⁴ Ricardo C., et. al., 2010, [Program H and Program M: Engaging young men and empowering young women to promote gender equality and health](#).
- ²⁵ Haberland, N., 2015, « [The case for addressing gender and power in sexuality and HIV education: A comprehensive review of evaluation studies](#) », *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health*, 41(1), pp. 31-42.
- ²⁶ UNICEF, 2021b, op. cit.
- ²⁷ UNHCR, 2020, [Figures at a glance](#).
- ²⁸ UNICEF, 2021b, op. cit.

LA VOIE VERS LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS EST LONGUE. TOUTEFOIS, NOUS AVONS L'EXPÉRIENCE, LES CONNAISSANCES ET LES RELATIONS NÉCESSAIRES POUR POURSUIVRE NOTRE MARCHE VERS L'AVANT JUSQU'AU JOUR OÙ CHAQUE FILLE SERA LIBRE DE RÉALISER SON PLEIN POTENTIEL

UNE DÉCENNIE DE PROGRÈS DIX ANS DE FILLES, PAS EPOUSES ET DU PARTENARIAT MONDIAL POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS

Filles, Pas Epouses est un partenariat mondial composé de plus de 1 500 organisations de la société civile dans plus de 100 pays, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et à permettre aux filles de réaliser pleinement leur potentiel.



Le Partenariat Mondial pour
la Fin du Mariage des Enfants

Publié en septembre 2021 par *Filles, Pas Epouses*

Seventh Floor
65 Leadenhall Street
London
EC3A 2AD
United Kingdom

☎ 0203 725 5858

📞 0207 603 7811

🌐 www.fillespasepouses.org

✉ info@GirlsNotBrides.org

📺 [GirlsNotBrides](https://www.GirlsNotBrides)

📘 www.facebook.com/GirlsNotBrides

Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants (Filles, Pas Epouses) est une société à responsabilité limitée par garantie enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement : 8570751) et un organisme caritatif enregistré en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement : 1154230).